



www.senat.fr

ALERTE PAR MÉR

Question sur la situation critique des centres sociaux

Question n° 09817 adressée à Mme la ministre du travail, de la santé et des solidarités

À publier au JO le 25/01/2024

Mme Else Joseph attire l'attention de Mme la ministre du travail, de la santé et des solidarités sur la situation préoccupante des centres sociaux dans notre pays. En effet, les centres sont actuellement dans un contexte budgétaire particulièrement fragile en raison de l'augmentation des charges de personnel, mais aussi d'autres dépenses qui affectent lourdement leurs finances (alimentation, énergie et transport). Outre ces contraintes financières, les centres sociaux sont confrontés à la faible attractivité des métiers du social. Ces métiers sont, en effet, spécifiques et les vocations tendent à diminuer. Si des mesures ont été adoptées au niveau national, comme on a pu le voir avec la nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG) de la branche famille de la sécurité sociale pour la période 2023-2027 et les annonces visant à la revalorisation des salaires, les centres sociaux continuent à être dans une situation difficile. Ces contraintes ont fait que certains centres sociaux ont été obligés de diminuer leurs activités. D'autres redoutent même une fermeture. Pourtant, les centres sociaux sont des acteurs indispensables dans le maintien du lien social. Ce sont des acteurs reconnus qui permettent à des personnes de s'insérer dans notre société. Ils jouent un rôle auprès des familles et sont également investis dans les questions d'éducation populaire. Dans les Ardennes, on peut ainsi compter sur leur rôle et sur leur maillage capital, notamment auprès de 15 000 personnes. Les acteurs du secteur demandent donc l'institution d'un fonds de soutien exceptionnel pour que les centres sociaux maintiennent leurs activités dans cette période critique, la mise en place d'un nouveau pacte de coopération entre les centres sociaux et d'un modèle économique renouvelé en cohérence avec le sens du projet et de l'approche des centres dans nos territoires. Elle lui demande ce qu'elle envisage pour que les centres sociaux puissent poursuivre durablement leur mission au service de la cohésion sociale. Elle aimerait connaître les mesures que le Gouvernement prévoit dans cette situation si critique et ce qu'il propose pour rendre plus attractives les professions qui interviennent dans les centres sociaux.